

Bruxelles, le 9 novembre 2011

Seuls 1,5 milliards US\$ pour l'éducation dans le Sud sont engagés par les pays donateurs réunis à la Conférence de Copenhague

Plan Belgique déçue par le manque d'engagement du gouvernement belge

Pour scolariser tous les enfants dans le monde et améliorer la qualité de l'éducation, le Partenariat mondial pour l'éducation vient d'inviter la communauté internationale à lever des fonds lors de la Conférence des donateurs organisée à Copenhague ces 7 et 8 novembre 2011. Sur les 2,5 milliards US\$ attendus pour couvrir les besoins sur la période 2011-2014, seuls 1,5 milliards US\$ viennent d'être débloqués. Plan Belgique déplore les engagements décevants de la Belgique, qui avance 6 millions d'euros pour l'année 2011 mais ne s'engage pas pour les années 2012-2014.



Au cours de cette dernière décennie, la communauté internationale a accompli de réels progrès sur le front de la scolarisation en augmentant le taux d'inscription d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire. Mais les défis restent énormes: **67 millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'éducation** et les **résultats d'apprentissage** de millions d'enfants sont encore **médiocres suite à la mauvaise qualité de l'enseignement** (ex. la moitié des enfants scolarisés dans les pays à faible revenus ne peuvent pas lire au terme de la 2^e année scolaire). Alors que les systèmes éducatifs subissent les pressions de la crise économique et des évolutions démographiques, l'objectif du Programme Éducation pour tous (EPT) qui vise à rendre l'enseignement primaire accessible à tous les enfants d'ici

à 2015, est plus que compromis si les bailleurs n'investissent pas plus dans le Sud.

En outre, l'objectif de cette Conférence était d'améliorer la prévisibilité de l'aide apportée par les partenaires donateurs et de faire en sorte que les pays en développement partenaires s'engagent à obtenir des résultats concrets et à maintenir un niveau de dépenses soutenu en faveur de l'éducation.

Seuls 1,5 milliards US\$ sur les 2,5 milliards US\$ attendus !

Avant le lancement de la Conférence des donateurs de Copenhague, le Partenariat mondial pour l'éducation avait formulé différents scénarios de financement. Un total de **2,5 milliards US\$ était le montant souhaité** et **1,8 milliards US\$ le montant minimum attendu** afin d'atteindre des résultats significatifs sur 3 ans pour augmenter le taux de scolarisation, le taux d'achèvement du cycle primaire, la distribution de nouveaux manuels scolaires et la formation d'enseignants supplémentaires, sans compter les retombées bénéfiques secondaires considérables sur les chiffres de la santé maternelle et infantile (réduire le nombre d'enfants qui meurent de causes évitables et sauver la vie de milliers de mères qui meurent de complications liées à leur grossesse).

À l'issue de cette Conférence, **seuls 1,5 milliards US\$ ont pu être récoltés...** une somme qui permet au fonds du Partenariat mondial de ne pas disparaître mais qui est bien inférieure au scénario le moins ambitieux espéré. Avec un tel montant, les objectifs en matière de taux de scolarisation et de qualité de l'enseignement ne pourront pas être atteints !

L'Australie (avec 278 millions US\$), le Danemark (avec 201 millions US\$), les Pays-Bas (avec 168 millions US\$), la Norvège (avec 90 millions US\$) et le Royaume-Uni (avec 352 millions US\$) sont les 5 grands pays donateurs qui permettent d'atteindre la majeure partie de ce montant. **L'espoir reste néanmoins permis: des promesses de**

financement peuvent encore être annoncées dans les prochains mois. L'exemple de ces 5 pays donateurs peut donc encore être suivi...

La Belgique manque d'engagement pour l'éducation de base dans le Sud

Si la Belgique a ces dernières années, sensiblement augmenté sa contribution au Partenariat mondial pour l'éducation, elle a par ailleurs diminué le montant des aides bilatérales de la coopération au développement qu'elle alloue chaque année à ses pays partenaires (cela ne correspond pas au principe de base du fonds, qui se veut un apport supplémentaire et pas un remplacement de l'aide bilatérale).

À Copenhague, Kris Panneels, Conseiller général du Département des programmes multilatéraux et européens de la DGD, a confirmé sa contribution de **6 millions €** en 2011 – un montant déjà annoncé par Olivier Chastel en septembre 2011. **Un montant décevant, d'autant que la Belgique ne s'engage pas pour les années 2012-2014.**

Plan Belgique entend donc à cet égard, par son travail de lobbying politique, **continuer à interpeller le futur nouveau gouvernement, à respecter ses engagements** pris en matière d'éducation dans les pays en développement.

Notes pour les rédactions :

>> **Fast Track Initiative devient Global Partnership for Education (Partenariat mondial pour l'éducation)**

Fast Track Initiative (FTI) est un partenariat international entre les bailleurs et les pays en développement. Il est né en 2002 pour soutenir la mise en œuvre accélérée du Programme Éducation pour tous (EPT) qui s'efforce de rendre l'enseignement primaire accessible à tous les enfants d'ici à 2015. L'idée est qu'aucun pays ne devrait être ralenti dans l'exécution de son enseignement pour cause de budgets limités. Pour traduire l'élargissement de son action, FTI porte aujourd'hui le nom de Partenariat mondial pour l'éducation.

Durant la période 2011-2014, 3 nouvelles orientations stratégiques devront permettre de faire en sorte que davantage d'enfants soient scolarisés et bénéficient d'un enseignement de meilleure qualité.

La stratégie adoptée par le Partenariat mondial pour l'éducation permettra d'atteindre trois objectifs :

- ✓ **Apporter un soutien accru aux États fragiles** - Pourquoi est-ce essentiel ? Parce que plus de 40 % des 67 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés vivent actuellement dans des États touchés par un conflit ou fragiles, et parce que ces enfants ont plus de chances d'être marginalisés.
- ✓ **Améliorer les acquis scolaires et la qualité de l'enseignement** - Pourquoi est-ce essentiel ? Parce que les 200 millions d'enfants qui sont actuellement scolarisés reçoivent un enseignement très limité.
- ✓ **Promouvoir l'éducation des filles** - Pourquoi est-ce essentiel ? Parce que 36 millions de filles ne sont toujours pas scolarisées et parce que les taux d'achèvement et les niveaux d'instruction des filles restent bas. En outre, la participation des filles au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, qui est essentielle pour réduire les taux de natalité ainsi que la mortalité juvénile et maternelle, est faible.

>> **L'éducation de base** est selon la définition de l'OCDE-CAD - Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Comité d'aide au développement (CAD) - la somme de l'enseignement primaire, maternel et de l'éducation pour améliorer le niveau de vie des jeunes et des adultes.

Apportez votre pièce au puzzle d'un enseignement de qualité dans le Sud
Signez la pétition sur www.planbelgique.be

Plan Belgique est une ONG de développement centrée sur l'enfant, indépendante et membre de la coalition internationale Plan, qui soutient des projets dans 50 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Plan existe depuis 1937 et s'est donné pour mission d'améliorer à long terme les conditions de vie des enfants dans les pays en développement. Et ce, afin qu'ils puissent exprimer pleinement leur potentiel dans un monde qui respecte leurs droits, conformément à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Grâce à tous ceux qui parrainent déjà un enfant en Belgique, 39.000 Filleul(e)s Plan et leurs communautés peuvent se construire un avenir.